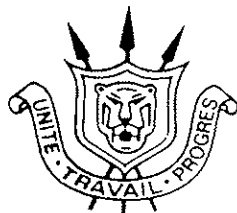


REPUBLIQUE DU BURUNDI



CABINET DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT

***DISCOURS DU DEUXIEME VICE-PRESIDENT A LA CLOTURE  
DES TRAVAUX DE LA CONFERENCE DU GROUPE  
CONSULTATIF POUR LE BURUNDI ORGANISEE A PARIS LES  
26-27 OCTOBRE 2009***

*Paris, 27 octobre 2009*

- Monsieur le Représentant de la République Française ;
- Mesdames, Messieurs les chefs de délégations des pays Amis ;
- Monsieur le Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi,
- Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union Européenne ;
- Monsieur le représentant de la Banque Mondiale ;
- Monsieur le représentant du Fond Monétaire International ;
- Madame la représentante de la Banque Africaine de Développement ;
- Mesdames, Messieurs les représentants des organisations Internationales ;
- Mesdames, Messieurs les membres de la Délégation Burundaise ;
- Distingués invités ;
- Mesdames, Messieurs

1. Nous voici à la clôture des assises de cette première Conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi. Deux jours de travail, d'échange et de dialogue sincère nous ont permis de faire le tour et le contour des priorités choisies par le Gouvernement du Burundi pour accroître sa croissance économique durant ces cinq prochaines années.

2. Cette conférence nous a également permis de vous présenter les défis que nous devrions surmonter pour atteindre nos objectifs de développement durable et équitable. Nous apprécions les échanges de

points de vue, sans faux fuyant, des uns des autres, échanges qui nous ont indiqués des ébauches de solutions.

3. Nous sommes tous unanimes qu'en ce qui concerne la Sécurité et la Paix durable, des résultats pour la consolidation de la Paix au Burundi sont visibles et que des avancées démocratiques sont appréciables sur le terrain. L'accent a été mis notamment sur la signature de l'Accord de paix entre le Gouvernement et le dernier ex-mouvement rebelle du Palipehutu FNL aujourd'hui devenu parti FNL et réintégré dans les Institutions nationales, la mise en place de la CENI, l'adoption du Code électoral pour les prochaines élections de 2010.

4. Par ailleurs, la délégation Burundaise, en faisant sienne les assurances de S.E. Mr le Président Pierre Nkurunzira, au peuple Burundais et à la Communauté internationale dans son discours à l'occasion de la célébration du 47<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance du Burundi en Juillet 2009, a réitéré la ferme volonté et détermination du Gouvernement à mettre tout en œuvre pour que les prochaines élections de 2010 se passent dans un climat politique apaisé et a rassuré qu'elles seront transparentes, justes et démocratiques.

5. S'agissant du secteur social, il a été noté que des progrès dans la lutte contre la pauvreté sont visibles, que les secteurs de l'éducation et de la santé ont enregistré des développements positifs très satisfaisants.

Cependant, beaucoup reste encore à faire pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

6. Dans le domaine de la gouvernance économique et financière, il est évident que le Burundi a déjà engagé de nombreuses réformes pour une bonne gestion des finances publiques et une amélioration du climat des affaires pour développer davantage le secteur privé et stimuler les investissements étrangers.
7. Nous nous accordons que l'énergie reste une épine pour la croissance économique du Burundi et que l'on ne pourrait atteindre des résultats visibles sans accès à l'énergie. Par conséquent, tous ont convergé sur la nécessité d'une intervention rapide pour résoudre le problème énergétique car l'énergie reste l'une des grandes priorités pour la croissance économique du Burundi.
8. S'agissant de l'Intégration Régionale du Burundi, il a été noté qu'un pas décisif a été déjà franchi. Les différentes actions que le Burundi a menées pour être à la hauteur de ses pays confrères sont une réalité et le Gouvernement va s'y employer pour une intégration complète afin de pouvoir bénéficier des avantages certains liés à l'appartenance à ces ensembles régionaux.
9. En ce qui concerne les risques, pour ne citer que le plus grand : tout le monde est unanime que végéter dans la précarité économique ne peut entraîner qu'une fragilisation de la PAIX comme nous l'a si bien rappelé le professeur Charles N. CHO EGUTE dans son bruyant exposé d'hier.
10. Chers partenaires au développement, le Gouvernement du Burundi, fort de vos conseils, votre soutien et vos engagements qui se traduiront concrètement par des appuis multiformes, nous rassurent:

avec DETERMINATION, PERSEVERANCE et EQUITE, le Gouvernement s'est engagé à réussir la transition vers la croissance inclusive.

11. Nous nous en voudrions de terminer notre propos, sans de nouveau remercier le Gouvernement Français qui nous a accueillis dans cette chaleureuse ville lumière qui nous a inspiré à consolider nos espoirs pour le meilleur avenir pour du peuple Burundais.
12. Nous remercions sincèrement la Banque Mondiale qui a organisé cette rencontre d'échanges sincères et fructueuses avec nos partenaires au développement. Son sens d'organisation, de mobilisation et expertise dans la conduite des travaux ont été très appréciés.
13. A vous tous chers partenaires multilatéraux, bilatéraux et chères délégations, nous avons compris qu'un dialogue honnête et franc assainit les incompréhensions, rapproche les visions et enrichit les peuples que nous tous nous servons pour leur épanouissement politique, économique, social et moral. Nous avons sincèrement apprécié vos conseils et contributions et vous remercions de nouveau de tout cœur pour votre présence à ces assises de la première conférence du Groupe Consultatif pour le Burundi.
14. Que Vivent l'amitié et la Solidarité entre les peuples.

**Je vous remercie.**